

# Introduction: remettre la politique à l'honneur

*Nicolas Pons-Vignon*

Beaucoup d'économistes progressistes et de syndicalistes se sont efforcés d'engager le dialogue et des négociations avec le capital et les gouvernements depuis le début de la crise financière mondiale, dans l'espoir d'obtenir que des politiques raisonnables et équilibrées soient adoptées. Ils ont peut-être agi ainsi parce qu'une telle approche donnait des résultats autrefois, en particulier dans les contextes sociaux-démocratiques, ou parce que, au tout début de la crise, on les écoutait aussi respectueusement que durant la grande période du «compromis keynésien» en économie. Il se peut qu'ils soient convaincus que les gouvernements devraient «voir» ce qu'il se passe et vouloir adopter des politiques plus inclusives. Mais comme le dit Sharan Burrow, secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), dans le présent volume, «[d]urant la crise, les organisations de travailleurs auraient certes pu prévoir qu'une nouvelle ère de dialogue avait commencé, mais ce moment est manifestement passé». Assurément, les gouvernements ne voient rien; en fait, la manière dont ils ont fait face à la crise montre qu'il ne suffit pas de s'appuyer sur des arguments solides pour les faire changer d'orientation. Les politiques néolibérales et l'accroissement considérable de l'inégalité qu'elles ont provoqué sont-ils responsables de la crise? Eh bien, les politiques adoptées juste après la crise ne font qu'accentuer cette tendance – depuis l'absence de toute réglementation (ou plutôt de contrôle) véritablement efficace de l'«innovation» financière jusqu'au sauvetage des banques par les Etats, qui à leur tour réduisent leurs dépenses, faisant ainsi peser les coûts de la crise sur les citoyens ordinaires et les chômeurs. Les syndicats tentent d'utiliser leur pouvoir organisationnel et institutionnel pour résister aux attaques incessantes qui visent les droits sociaux et syndicaux; néanmoins, après des décennies de recul, la crise financière est rapidement en train d'affaiblir un peu plus leurs piliers traditionnels de pouvoir et d'influence. Que faire?

Les syndicats sont confrontés à l'urgente nécessité de surmonter le dilemme suivant: s'ils ne peuvent pas se permettre de laisser leur influence s'affaiblir

davantage, une stratégie axée sur la confrontation risque en revanche de les marginaliser davantage en cas d'échec. C'est peut-être ce qui se produira en France, même si, malgré l'échec de la lutte contre la réforme des retraites, la force du mouvement qui s'est développé à l'automne 2010 incite à se montrer optimiste (voir Légé dans le présent volume). Les syndicats ont pris conscience de la nécessité de lutter contre l'emploi précaire, de forger de nouvelles alliances (par exemple pour défendre les droits des travailleurs domestiques – voir les essais de Hobden et d'Alleva et Moretto dans le présent volume), de prendre des initiatives pour organiser les travailleurs et d'assujettir de nouveau les marchés à un contrôle démocratique. Mais, pour réduire véritablement l'inégalité (ainsi que le pouvoir de la finance), il faudra à la fois formuler des politiques alternatives convaincantes et être déterminé à lutter pour les faire appliquer. Or cela exige plus que de bonnes idées et des dirigeants déterminés, il faut de l'imagination, de la volonté et la conviction de pouvoir mettre en œuvre le changement.

S'il importe de reconnaître les aspects positifs des récentes mobilisations, il est clair qu'elles manquent en définitive d'inspiration politique et de dynamisme. Il y a quatre domaines dans lesquels la lutte contre le néolibéralisme doit être menée pour produire des résultats et pour qu'un projet alternatif cohérent puisse émerger. Il s'agit, par ordre d'importance croissante, des milieux universitaires, de l'idéologie, des politiques (*policy*) et de la politique (*politics*).

S'agissant des milieux universitaires, il importe de contester vigoureusement la domination de la «science» économique néoclassique, au moins aussi vigoureusement qu'elle a contesté le droit d'exister de toute pensée hétérodoxe en son sein tout en «colonisant» les autres sciences sociales (Fine et Milonakis, 2009). Il est évident que l'incapacité des responsables politiques à prendre des mesures décisives pour utiliser le pouvoir de l'Etat dans le but de protéger les travailleurs est liée au discours néoclassique dominant des dernières décennies. Si l'on considère le travail comme un simple coût et le chômage comme un phénomène naturel, on aura du mal à croire que le relèvement des salaires pourra améliorer une situation catastrophique (voir Naastepad et Storm dans le présent volume). La lutte pour imposer la pluralité en économie devra d'abord être menée au niveau national et il faut se féliciter de l'existence d'initiatives telles que l'Association française d'économie politique (AFEP, voir [www.assoéconomiepolitique.org](http://www.assoéconomiepolitique.org)) qui vient d'être créée, mais elles devront aussi s'appuyer sur des alliances internationales. De fait, seule une initiative internationale concertée réussira à modifier la hiérarchie autogène des revues de sciences économiques qui, dans la plupart des classements, ne comptent aucune publication non exclusivement néoclassique parmi les mieux notées!

S'agissant de l'idéologie, le temps est venu de contester l'hégémonie du marché. Des notions simplistes comme «le secteur privé est plus efficace» doivent être vigoureusement remises en question dans le débat public, de même que les appels en faveur de l'inclusion systématique du secteur privé dans l'investissement public, par exemple dans les partenariats public-privé, ou bien en faveur de la commercialisation du fonctionnement de l'Etat, qu'il s'agisse des services collectifs comme l'eau ou les transports ou d'autres domaines comme la santé. Les arguments utilisés pour glorifier le secteur privé reposent souvent sur des mensonges (comme dans le cas de la réforme des retraites, voir Légié dans le présent volume), ou sur des accumulations d'anecdotes partiales, comme l'article sur la politique industrielle publié par *The Economist* en août 2010<sup>1</sup> qui répertorie les échecs de sociétés à capitaux publics – comme si les entreprises privées généraient toutes de bons résultats! L'utilisation tendancieuse des termes est aussi au cœur de l'idéologie néolibérale, par exemple dans le cas du mot «libéralisation»: ce n'est pas de liberté dont il est question ici, mais bien de l'extension du champ de la participation du capital privé (et de l'augmentation des bénéfices qu'il en retire). Au cœur de ce projet, on trouve des institutions comme la Commission européenne, qui exerce en permanence des pressions en faveur de l'«ouverture à la concurrence» d'organismes publics parfois très bien gérés. Dans des pays comme le Royaume-Uni, et dans nombre des pays en transition soumis à une «thérapie de choc», les dangers de la privatisation et de la libéralisation sont tout à fait clairs. Quant aux travailleurs et aux syndicats, la défense de leurs droits (sauf lorsqu'ils sont définis de manière étroite et exclusive) devrait être pour eux un motif de fierté et non pas de honte. Je me souviens avoir vu un dirigeant du Congrès des syndicats (TUC) britannique qui s'excusait presque auprès d'un journaliste de la BBC de contester les énormes réductions que le gouvernement se proposait de réaliser dans le secteur public. Le journaliste remarquait avec mépris que «les travailleurs irlandais se montr[ai]ent bien plus responsables et désireux de partager les coûts» que leurs confrères britanniques. Les droits des travailleurs ne sont pas incompatibles avec la croissance économique (voir les essais de Janssen et de Somavia dans le présent volume), ni avec les intérêts nationaux d'aucun pays (voir Garibaldi dans le présent volume). Il est nécessaire d'inscrire au cœur de la lutte idéologique une action résolue pour endiguer l'influence des groupes de pression financés par les entreprises.

S'agissant des politiques, domaine qui a été au centre de la plupart des discussions de la Global Labour Column, il est temps d'exiger l'adoption de politiques audacieuses qui marqueront une rupture complète avec la frénésie financière et les privatisations à outrance qui ont caractérisé les trente dernières années. L'orientation des politiques macroéconomiques devrait être modifiée

de façon à soutenir la création d'emplois, à jouer un rôle contracyclique et à favoriser une stabilité réelle, un objectif difficilement compatible, pour beaucoup de pays, avec une libéralisation tous azimuts. Les politiques micro-économiques, notamment les politiques industrielles et les politiques de régulation de la concurrence, devraient être remises à l'honneur, car il s'agit d'instruments essentiels que les gouvernements peuvent utiliser pour stimuler et orienter la croissance. Dans les pays en développement en particulier, il est absolument essentiel de pouvoir utiliser la politique commerciale de manière stratégique pour atteindre les objectifs de développement (voir Kozul-Wright et Busser dans le présent volume). Dans un monde où le changement climatique est en train de devenir une menace grandissante, il serait difficilement possible de mettre en place, sans l'intervention de l'Etat, des politiques visant à valoriser les produits miniers (créant des emplois locaux et réduisant les coûts de transport), à développer des sources d'énergie alternatives (voir Naidoo dans le présent volume) et à garantir une consommation énergétique réduite dans l'industrie, les transports ainsi que les logements et les locaux commerciaux. Les politiques en matière de concurrence visant à réglementer le secteur privé sont, dans un monde où les entreprises jouissent d'un pouvoir grandissant, l'un des outils les plus nécessaires pour contrer l'influence qu'elles exercent sur les consommateurs et les travailleurs. De même, la gouvernance d'entreprise ne peut pas être envisagée d'une manière étroite, c'est-à-dire comme la responsabilité des dirigeants à l'égard des seuls actionnaires; les travailleurs et leurs représentants doivent être au cœur de notre conception de cette gouvernance.

Mais aucun des domaines précités dans lesquels s'inscrit la lutte n'est aussi important que le domaine politique – qui est lui-même très tributaire des trois précédents. Le résultat le plus impressionnant qu'ait obtenu le néolibéralisme a incontestablement été le spectaculaire affaiblissement du pouvoir politique des travailleurs, des syndicats et des partis qui leur sont liés. Dans nombre de cas, la politique desdits partis a basculé de manière spectaculaire, de nombreux partis «de gauche» ayant désormais adopté des programmes difficilement distinguables de ceux de leurs homologues de droite. Les syndicats ont perdu un grand nombre de membres, surtout en dehors du secteur public, et le «précarariat» de plus en plus important décrit par Guy Standing (2011) est souvent soit désabusé à l'égard des syndicats, soit réticent à se syndiquer à cause des menaces ouvertes ou voilées des employeurs. Rétablir le pouvoir des travailleurs et des syndicats, en commençant par le lieu de travail, est plus que jamais une priorité: il faut une base solide et mobilisée pour alimenter un mouvement politique efficace. Il est très encourageant de voir que les salariés de la fonction publique (par exemple, en Afrique du Sud, voir Ceruti dans le

présent volume) ainsi que ceux du secteur privé se lancent dans des grèves qui sont de plus en plus l'occasion de formuler des revendications politiques générales. Aux Etats-Unis, le mouvement récent d'opposition aux restrictions des droits des employés de la fonction publique en matière de négociation collective dans le Wisconsin (et la menace de voir se développer des campagnes similaires dans d'autres Etats du pays) est peut-être le signe tant du réveil politique des syndicats que de la fin du «sort» jeté par Reagan, qui a poussé beaucoup d'Américains de la classe ouvrière et de la classe moyenne à soutenir des politiques qui leur causaient du tort<sup>2</sup>. Toutefois, pour établir des liens entre les lieux de travail et d'autres mouvements progressistes en vue de promouvoir un nouveau projet politique, il faudra sortir de l'impasse de la «troisième voie» que tant de partis ont empruntée afin d'obtenir de bons résultats électoraux.

La Global Labour Column est désormais un cadre de discussion reconnu sur la nature de la crise et les politiques qu'il conviendrait d'adopter pour défendre les intérêts des travailleurs dans le monde entier. De la sorte, elle sert d'instrument au débat intellectuel et à la formulation des politiques sans esquiver les questions difficiles, par exemple: pourquoi n'y a-t-il pas eu de changement au niveau des politiques économiques en dépit de l'échec du régime actuel? Comment les syndicats devraient-ils évoluer, et que doivent-ils changer pour peser plus fortement sur les choix politiques que doit faire la classe ouvrière?

A la suite de l'appel (largement passé inaperçu) à ne pas «gâcher la crise» lancé dans la première anthologie publiée par la Global Labour Column, ce deuxième volume présente, dans la première partie, des analyses critiques des politiques qui ont été mises en œuvre après cette grande dépression – ainsi que de la résistance qu'elles ont rencontrée. De l'Italie à l'Afrique du Sud, les luttes populaires contre le néolibéralisme et les politiques d'«austérité» sont analysées et replacées dans leur contexte. Alors que de plus en plus de gens réalisent que la crise actuelle est incontestablement enracinée dans l'inégalité, l'accroissement de l'inégalité est une tendance qui ne s'arrête pas. Il faut donc que le néolibéralisme soit remis en cause, depuis ses fondements théoriques (dans l'économie néoclassique) jusqu'à la domination qu'il continue d'exercer sur la politique économique.

L'Europe, parce qu'elle est l'un des continents le plus durement touchés par la crise, fait l'objet d'analyses approfondies dans la partie II, qui débute par un article visionnaire d'Andrew Jackson mettant en garde l'Europe contre la tentation de suivre le modèle d'austérité canadien. Nombre des solutions actuellement avancées pour «régler» les divers problèmes économiques des Etats membres de l'UE sont vigoureusement contestées – à commencer par les propositions qui laissent entendre que la déflation salariale serait la clé pour sauver

l'euro (voir Janssen dans le présent volume). Pour empêcher que l'Europe ne s'effondre (avec les effrayantes conséquences que cela entraînerait), il faut la défendre, et la réinventer. L'Europe néolibérale, axée sur la défense des intérêts des grandes entreprises, dont la «constitution» réelle est l'Acte unique européen de 1986 (une version «copier-coller» d'un livre blanc des employeurs)<sup>3</sup>, doit laisser la place à une entité progressiste qui vise à réduire l'inégalité entre les Etats membres et à l'intérieur de chacun d'eux.

Dans la partie III, les effets de la mondialisation néolibérale sur les politiques de développement sont analysés ainsi que les alternatives possibles. L'intensification de l'ouverture et la «discipline» budgétaire imposées aux pays en développement après la crise de la dette des années 1980 tranche par rapport à la bonne volonté affichée quand il s'agit d'accorder de nouvelles facilités de crédit aux banques et aux opérateurs financiers qui ont amené l'économie mondiale au bord de l'effondrement<sup>4</sup>. La brutale chute de la demande des pays riches a montré à quel point il importait de renforcer la demande intérieure (n'est-ce pas justement là l'enjeu du développement?) au lieu de se focaliser exclusivement sur la réduction des coûts de main-d'œuvre dans l'espoir d'être compétitif sur les marchés d'exportation (voir Ghosh dans le présent volume). Pour ce qui concerne les «bonnes politiques», le consensus en faveur du libre-échange semble plus faible que jamais et beaucoup de pays en développement sont – à juste titre – encouragés dans leur combat pour retrouver une marge de manœuvre politique de façon à pouvoir utiliser les politiques industrielles et sociales pour soutenir le développement (voir l'article d'Andrade Baltar sur les résultats obtenus par le Brésil).

La partie IV est principalement consacrée à la question essentielle de l'inégalité, qui est à la base de la crise actuelle et permet de comprendre les intérêts de classe qui constituent le moteur du néolibéralisme (voir Mohamed et Onaran dans le présent volume). L'accroissement de l'inégalité est étroitement lié à l'affaiblissement des salaires et des droits des travailleurs, qui est dû au premier chef aux pressions exercées par les fonds d'investissement privés (voir Caporale Madi et Barbosa Gonçalves dans le présent volume).

Comme le montrent les contributions réunies dans la dernière section de l'ouvrage, la défense des droits et des salaires des travailleurs est nécessaire pour garantir une croissance durable dans le monde. De fait, le travail décent pour un salaire décent constituera une source de demande effective (et sera facteur de dignité) bien plus stable que la finance structurée. Le rôle des normes internationales du travail pour promouvoir une approche des salaires et des conditions de travail plus coordonnée est examiné dans le présent volume par Hoffer, tandis que le Directeur général du BIT, Juan Somavia, lance un appel en faveur

du «travail décent pour tous, partout» – étant donné que le risque (réel ou imaginaire) de la concurrence des bas salaires peut constituer un puissant facteur dissuasif dans différents pays. Le programme est ambitieux, car il supposera d'inverser des tendances comme l'exclusion de nombreux travailleurs des négociations salariales, voire de la protection sociale (voir Hobden sur les travailleurs domestiques), ou le développement du travail précaire et de l'inégalité salariale (voir Janssen et Belser). Une telle ambition est nécessaire si nous voulons croire qu'il existe une autre voie; elle nécessitera une mobilisation large et vigoureuse pour l'emporter. Il est grand temps de remettre la politique à l'honneur.

## Références

Fine, B.; Milonakis, D. (2009), *From Economics Imperialism to Freakonomics: The Shifting Boundaries Between Economics and Other Social Sciences*, Londres et New York: Routledge.

Lordon, F. (2008), *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*, Paris: Raisons d'agir.

Standing, G. (2011), *The Precariat: The New Dangerous Class*, Londres et New York: Bloomsbury Academic.

## Notes

<sup>1</sup> «The global revival of industrial policy. Picking winners, saving losers», *The Economist*, 5 août 2010, <http://www.economist.com/node/16741043>. Point intéressant, le débat en ligne affiché sur le site Web de *The Economist* a donné un résultat très largement favorable à la politique industrielle, 72 pour cent des votants n'étant pas d'accord avec l'idée que «la politique industrielle est toujours vouée à l'échec».

<sup>2</sup> A propos du Wisconsin, voir C. Feingold, «The march to protect workers' rights and the middle class», *Global Labour Column*, 28 mars 2011, ainsi que R. Fantasia, «Could Wisconsin break Reagan's spell?», *Le Monde diplomatique*, avril 2011.

<sup>3</sup> Sur cette question, voir F. Ruffin, «A Bruxelles, les lobbyistes sont 'les garants de la démocratie'», *Le Monde diplomatique*, juin 2010.

<sup>4</sup> A propos de la financiarisation, voir Herr et Stachuletz dans le présent volume, ainsi que le brillant essai de Frédéric Lordon sur la crise financière (2008).

*Nicolas Pons-Vignon est chercheur principal à l'unité de recherche et développement industriel (CSID) de l'Université du Witwatersrand, en Afrique du Sud. Ses travaux portent sur le développement industriel et la politique industrielle en Afrique du Sud, ainsi que sur les marchés du travail, la pauvreté et l'aide au développement. Il dirige la publication de la Global Labour Column, et il a fondé et dirige le Programme africain pour repenser l'économie du développement (APORDE; [www.aporde.org.za](http://www.aporde.org.za)). Il a contribué à l'élaboration et à l'enseignement de deux nouveaux programmes post-licence en économie (en théorie et politique du développement, et en politique économique et politique du développement) à son université. Avant de rejoindre le CSID, Pons-Vignon était consultant pour le Centre de développement de l'OCDE et il a travaillé pour une organisation non gouvernementale internationale (ONG) à Londres, au Maroc et à Paris.*